

*Questions orales*

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, le très honorable député ignore la croissance d'emploi exceptionnelle de la région de Montréal. La croissance d'emploi à Montréal dépasse les taux du Québec et du Canada. Depuis que nous sommes au pouvoir quelque 51,000 emplois ont été créés à Montréal, et je suis très fière de cette performance. C'est meilleur que le record du parti libéral.

LA VENTE DE LA RAFFINERIE GULF—LA FAÇON D'AGIR DU GOUVERNEMENT

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, ce sont des réponses vagues aux questions précises.

La ministre de l'Emploi et de l'Immigration va-t-elle convaincre le premier ministre de fournir une garantie de prêt pour l'achat de la raffinerie Gulf dans l'est de Montréal? La ministre va-t-elle faire comprendre à ses collègues que c'est absolument injuste d'accorder une exemption fiscale au montant de un milliard de dollars aux acheteurs de la compagnie Gulf, et en même temps, de refuser les moyens pour les employés de maintenir leur emploi?

Alors, beaucoup pour les grandes entreprises, rien pour les employés?

[Traduction]

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, il semble que le député cherche à minimiser ce qui s'est passé à Montréal. Depuis un an il s'est créé 51,000 emplois environ à Montréal.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** De plus, la population montréalaise a confiance que cette performance va se maintenir, constatant la croissance du secteur des transports, du secteur des communications et d'autres secteurs partout à Montréal.

**M. Ouellet:** Quelle farce!

**Mlle MacDonald:** Le chef de l'opposition cherche à minimiser ce genre de croissance, mais il ne peut quand même pas en nier la réalité.

[Français]

ON DEMANDE À LA MINISTRE DE RAPPELER SES PROMESSES AU PREMIER MINISTRE

**Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition):** Monsieur le Président, cela n'aide pas les ouvriers dans les compagnies que je viens de mentionner. Je poserai donc une question supplémentaire.

Le premier ministre a promis à Sherbrooke, le 26 juillet 1984, de maintenir les emplois dans les industries du textile et du vêtement dans les Cantons de l'Est, au Québec. Est-ce que la ministre va rappeler au premier ministre de tenir ses promesses, surtout quand ce matin même on vient d'apprendre que la Domtex va fermer deux de ses usines d'ici trois mois?

[Traduction]

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, nous avons effectivement tenu nos promesses.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mlle MacDonald:** Nous avons promis des emplois. Il y en a eu plus de 300,000 de créés au Canada depuis notre arrivée au pouvoir.

**Des voix:** Bravo!

**Mlle MacDonald:** Sur ce nombre, il y en a 214,000 à temps complet, et 70,000 à temps partiel, monsieur le Président. Au cours de la dernière année complète de pouvoir libéral, le nombre d'emplois à temps plein n'a pas augmenté, il a diminué.

**M. Gauthier:** Trois cent quarante mille, Flora.

[Français]

ON DEMANDE DE DÉSIGNER L'EST DE MONTRÉAL COMME ZONE SINISTRÉE

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Hier, à Montréal, il y a eu la formation d'un comité de citoyens pour sauver la perte de 5,000 emplois dans l'est de Montréal. Est-ce que la ministre serait prête à faire pression auprès du premier ministre en vue de désigner l'est de Montréal comme zone sinistrée afin que les entreprises et les employés puissent bénéficier de tous les avantages des programmes des zones désignées?

**L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, le nombre d'emplois dans le secteur pétrolier a augmenté de plus de 7 p. 100, et nous travaillons de concert avec le secteur privé pour continuer cette augmentation.

[Traduction]

Nous le ferons dans ce cas-ci comme nous l'avons fait pour d'autres entreprises. Nous collaborons avec le secteur privé et nous lui donnons le temps de présenter des offres. C'est ce qui s'est passé dans le cas de Gulf Canada et de l'industrie du textile. Nous continuerons de collaborer avec le secteur privé pour que cette hausse se maintienne.

● (1420)

[Français]

LE COMITÉ DE CITOYENS ET LES PRÉSIDENTS SYNDICAUX—LA POSITION DE LA MINISTRE

**M. Jean-Claude Malépart (Montréal-Sainte-Marie):** Monsieur le Président, la ministre ne répond pas aux questions. Pour les 5,000 travailleurs qui vont perdre leur emploi, ces chiffres, ces statistiques ne paieront pas leurs comptes d'épicerie.